

D'où vient donc toute la chicane que nous avons connue depuis le début de la Confédération canadienne, à savoir, que les provinces ont des obligations, que les provinces ont des devoirs bien clairement définis, mais que par contre le gouvernement fédéral a le pouvoir financier? C'est pour cela que nous avons assisté depuis environ les 35 dernières années à des chicanes perpétuelles autour des conférences fédérales-provinciales, autour du pouvoir de taxation, et autour du pouvoir financier que n'ont pas les provinces, que le gouvernement fédéral a d'une part, et que, par contre, les gouvernements provinciaux ont d'autre part sous forme d'obligations.

Et c'est pour cela, monsieur le président, que tant et aussi longtemps que le gouvernement fédéral n'aura pas donné aux provinces les pouvoirs financiers leur permettant de réaliser leurs obligations provinciales, monsieur le président, malheureusement la Confédération canadienne sera en désarroi, la Confédération canadienne continuera d'être menacée, non seulement par le Québec, mais par les autres provinces. Pourquoi? Parce qu'on a mis les responsabilités à gauche dans les mains des provinces, et on a mis les pouvoirs de réaliser financièrement ces responsabilités-là dans les mains du gouvernement fédéral.

D'où vient le perpétuel duel qui existe dans nos relations fédérales-provinciales, et que le gouvernement fédéral ne veut pas s'attaquer aux problèmes financiers, pour pouvoir permettre aux provinces d'accomplir ce qu'elles veulent et ce qu'elles sont capables d'accomplir dans chacune leur juridiction et sur chacun de leurs territoires?

Monsieur le président, c'est pour cela, comme le disait l'ancien premier ministre du Canada, qu'il est futile et oiseux de parler de démocratie en cette enceinte, tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas mis les pouvoirs financiers dans les mains de ceux qui ont des obligations provinciales vis-à-vis de la population. Pour cela, monsieur le président, nous souhaitons qu'avant qu'il soit trop tard le gouvernement réalise que c'est le gouvernement fédéral qui a un geste à poser pour sauver l'unité canadienne, la Confédération canadienne.

On ne peut pas blâmer des enfants qui veulent quitter le foyer paternel, lorsque ces enfants ont atteint l'âge de maturité, alors qu'on les nourrit seulement de promesses en disant: Venez vous chicaner perpétuellement, éternellement aux conférences fédérales-provinciales, et vous retournerez encore avec des promesses, parce que le gouvernement fédéral ne veut pas, du moins jusqu'à ce jour, consentir à donner aux provinces des pouvoirs financiers qui leur appartenaient autrefois, mais dont il s'est emparé à la faveur d'un événement mondial, en 1939, la Seconde Guerre mondiale.

Monsieur le président, il faudra donc, au lieu de vouloir mater les provinces, que le gouvernement fédéral devienne un peu plus souple, un peu plus compréhensif, cesse de donner en coulisse des mots d'ordre à la finance pour pouvoir étouffer un gouvernement qui a peut être des tendances socialistes, je l'admets, mais qui a quand même été choisi par la majorité des électeurs québécois. Donnons donc la chance à ce gouvernement de faire ses bonnes lois s'il en a de bonnes. Donnons donc la chance à ce gouvernement de faire faillite s'il n'a pas autre chose à offrir à la population du Québec qu'une faillite économique. Monsieur le président, je souhaite que ce gouvernement prenne ses responsabilités et puisse, non pas demander la séparation du Québec de la Confédération canadienne mais les

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

pouvoirs financiers pour permettre au Québec de réaliser ses propres aspirations.

[Traduction]

M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, je suis canadien. J'ai foi dans le Canada, dans un pays uni et fort. J'ai foi dans une fédération de régions liées par un respect mutuel et un intérêt commun tant dans la richesse de la diversité régionale que dans l'unité d'un fédéralisme créateur dont la flamme, en dépit de bien des vacillations brûle avec tant d'éclat depuis 1867.

Bien qu'il se puisse très bien que les Canadiens, déçus par le gouvernement central répressif, soient attirés vers le régionalisme, les efforts qu'ils déploient pour exprimer leur identité sur le plan régional méritent qu'on examine de plus près comment ils peuvent donner lieu à un nouveau type de fédéralisme régional. Il n'est pas nécessaire, pour assurer ce nouveau fédéralisme équilibré de décentraliser ni même de réduire les responsabilités fédérales ou provinciales. Les Canadiens n'ont rien à craindre de régions fortes tant qu'ils auront également un gouvernement national fort.

Ce qu'il nous faut nettement assurer, c'est la répartition rationnelle des responsabilités entre les gouvernements fédéral et provinciaux, répartition clairement établie qui élimine le chevauchement des juridictions ou leur répétition. Cela veut dire que les provinces tout autant que le gouvernement fédéral doivent être disposées à renoncer à certains programmes s'ils reconnaissent que certains services sont mieux assurés à d'autres niveaux.

● (2140)

Le pays s'est engagé à adopter des programmes sociaux qui seront les mêmes pour tous, autrement dit à traiter toutes les régions comme s'il y avait égalité entre elles, bien que nous sachions que tel n'est pas le cas. Pourquoi par exemple appliquer un programme d'emplois massif à une région où le vrai problème n'est pas le chômage, mais l'insuffisance du réseau de transport? Pourquoi ne pas mettre au point des programmes répondant à des besoins régionaux plutôt que de les appliquer uniformément, au nom de l'universalité? Notre pays est un échiquier de formes multiples et nos institutions doivent refléter cette diversité et s'y adapter.

Le Canada est en fait la fédération de diverses régions. Pourquoi ne pas le reconnaître et ne pas construire quelque chose à partir de là; pourquoi ne pas tenir compte des aspirations régionales, en tirer le maximum et leur permettre de remplacer ces petits groupes d'intérêts puissants qui ne savent que trop bien se faire entendre auprès de ceux mis en place sur une structure ancienne et fatiguée qui capitule devant l'impuissance d'un Parlement castré, démuné de toute autorité, de toute dignité et incapable désormais de faire quoi que ce soit dans l'intérêt de la majorité des Canadiens?

De cette opposition qui se livre entre les forces régionales devrait naître une nouvelle identité canadienne, qui ne demande qu'à croître. Si on dirige cette énergie de manière positive, dans un esprit de fédéralisme coopératif, on retrouvera un dynamisme qui nous conduira à une confédération renouvelée. Reconnaissons qu'il ne s'agit pas seulement de deux régions du Canada, mais de multiples régions du pays dont chacune doit être reconnue à sa valeur, avec chacune des aspirations culturelles, sociales, politiques et économiques bien en propre. Reconnaissons que le Canada est un grand pays